

Education Policy Analysis: Focus on higher Education – 2005-2006 Edition

Summary in French

Analyse des politiques d'éducation : regards sur l'enseignement supérieur -- Édition 2005-2006

Résumé en français

L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : VERS UNE POLITIQUE EXPLICITE

Résumé de Mr. S. Vincent-Lancrin

Il y a encore vingt ans, les pays voyaient la mobilité des étudiants comme un moyen de s'ouvrir au monde, et peut-être de créer par là même des réseaux d'élite à l'échelle internationale. Les universités se félicitaient d'accueillir des étudiants étrangers mais faisaient rarement de gros efforts pour les attirer. Aujourd'hui, l'enseignement transnational est davantage perçu comme un levier de développement économique. Le nombre d'étudiants étrangers dans la zone OCDE a augmenté de 50 % entre 1998 et 2003, pour atteindre 2 millions d'étudiants. La concurrence accrue entre pays et entre établissements pour attirer des étudiants et universitaires étrangers ainsi que l'émergence de nouvelles formes d'enseignement transnational représentent un contexte nouveau pour l'action publique. En outre, les avantages, notamment économiques, qui résultent de l'enseignement transnational semblent prendre une importance croissante. Ce chapitre étudie les politiques d'internationalisation de l'enseignement supérieur, en prenant en compte ce contexte et ces objectifs nouveaux.

L'enseignement supérieur transnational offre aux pays de véritables opportunités universitaires, culturelles, politiques et économiques. Pour les saisir, les pays doivent définir une stratégie adaptée à leur situation et à leurs objectifs, dans une perspective qui dépasse le seul domaine de l'éducation. La politique d'internationalisation de l'enseignement supérieur doit être liée aux politiques économique et sociale, dans la mesure où elle repose sur des moyens d'action qui ne relèvent pas directement du domaine éducatif, par exemple la politique des visas ou la politique commerciale.

Quatre grandes stratégies sont décrites pour l'enseignement supérieur transnational. La stratégie fondée sur la compréhension mutuelle poursuit avant tout des objectifs politiques, culturels, académiques et d'aide au développement. La stratégie fondée sur les migrations de personnels qualifiés poursuit les objectifs de la stratégie précédente mais aborde également le recrutement des étudiants étrangers de manière plus volontariste et ciblée. Elle vise à attirer des étudiants (et universitaires) talentueux susceptibles de travailler au service de l'économie du pays d'accueil ou d'augmenter la compétitivité des secteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur de ce pays. La stratégie fondée sur la mobilisation de recettes poursuit les objectifs des stratégies fondées sur la compréhension mutuelle et sur les migrations de personnels qualifiés, mais elle poursuit en outre directement des objectifs commerciaux. Dans ce cadre, les étudiants étrangers paient le coût réel de leurs études, sans bénéficier (en général) de subventions publiques. La stratégie fondée sur le renforcement des capacités consiste à encourager les importations d'enseignement supérieur, quel que soit leur mode de fourniture, afin de renforcer rapidement les capacités d'un pays émergent. Toutes ces stratégies ne sont pas également à la portée de tous les pays, et elles comportent chacune leurs propres problèmes. L'objectif n'est pas uniquement d'encourager l'exportation des services éducatifs. Comme le montrent plusieurs pays d'Asie et du Moyen-Orient, importer des services éducatifs peut être aussi avantageux que de les exporter.

Ce chapitre soulève de nombreuses questions épineuses. Comment l'enseignement supérieur transnational peut-il profiter équitablement aux pays développés et en développement ? S'il peut aider ces derniers à renforcer leurs capacités économiques et universitaires, il pourrait également entraîner une fuite des cerveaux et une diminution de l'aide dans l'enseignement postsecondaire. Et quel est l'impact de l'enseignement transnational sur les systèmes nationaux d'enseignement supérieur et les politiques éducatives des pays en matière d'accès, de qualité et de financement public ? Quelle position adopter vis-à-vis de l'anglais comme langue d'enseignement dans les pays non anglophones ?

L'INVESTISSEMENT DES ÉLÈVES DANS L'APPRENTISSAGE DES MATHÉMATIQUES : LES DIFFÉRENCES ENTRE LES SEXES

Résumé de

Mr. A. Schleicher

1. De grandes avancées ont été faites en faveur de l'égalité des sexes dans le système éducatif. Dans tous les pays de l'OCDE, les jeunes femmes sont aujourd'hui bien plus susceptibles d'obtenir un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou du supérieur que ce n'était le cas pour la génération précédente. Le taux d'obtention d'un diplôme universitaire chez les femmes atteint ou dépasse désormais celui des hommes dans deux tiers des pays de l'OCDE. Toutefois, les femmes demeurent sous-représentées dans des disciplines telles que les mathématiques et les sciences. Dans ce chapitre, nous

verrons que les mesures à prendre dans ce domaine doivent se concentrer sur les jeunes et, en réalité, sur les enfants.

2. Si les écarts de performance entre les sexes sont généralement modestes, il existe en revanche des différences marquées entre filles et garçons à maints égards : intérêt et plaisir des mathématiques, image de soi, facteurs émotionnels et stratégies d'apprentissage en mathématiques. Les jeunes filles de 15 ans expriment généralement une confiance moindre en leurs propres capacités et un sentiment d'impuissance et de stress bien supérieur en cours de mathématiques que les garçons.

3. L'apprentissage dépend de la motivation et de la confiance autant que des capacités cognitives. Les systèmes éducatifs qui ont réussi à améliorer les performances des filles en mathématiques et en science doivent donc faire en sorte que celles-ci soient mieux disposées à l'égard de ces matières. Il y a de bonnes raisons à cela : un apprentissage de qualité demande beaucoup de temps et d'efforts. Il faut pour cela maîtriser son processus d'apprentissage, vérifier qu'il existe des liens entre les nouvelles notions et les acquis, formuler des hypothèses à propos de ces liens, puis vérifier qu'elles se confirment. Les apprenants ne sont disposés à consentir à de tels efforts que s'ils portent un grand intérêt à la matière qu'ils étudient ou s'ils sont convaincus que leurs bonnes performances leur vaudront un avantage conséquent, sous la forme de gratifications externes. Les élèves doivent donc avoir la volonté d'apprendre à apprendre. Du point de vue de l'enseignement, cela suppose que le système éducatif et les enseignants peuvent et doivent encourager les garçons comme les filles à adopter des méthodes d'apprentissage efficaces, notamment se fixer des objectifs, choisir des stratégies, réguler et évaluer le processus d'apprentissage. La motivation et la confiance en soi sont par conséquent essentielles pour obtenir des résultats déterminants pour la formation tout au long de la vie.

4. Dans l'ensemble, les résultats conduisent à penser qu'au sein des systèmes éducatifs, il faut agir sur les attitudes et sur les comportements d'apprentissage des élèves en mathématiques, en particulier chez les filles, et placer ces objectifs au cœur de leur mission première, qui est d'assurer le développement cognitif des élèves. Une telle réorientation aurait des répercussions sur la formation initiale comme sur la formation continue des enseignants.

LE CORPS ENSEIGNANT : RÉPONDRE À SES ASPIRATIONS ET RENFORCER SA MOTIVATION

Résumé de

Mr. P. Santiago

L'une des grandes priorités des décideurs publiques doit être de répondre aux aspirations des enseignants et de renforcer leur motivation puisque la pédagogie représente peut-être le principal moteur de l'apprentissage chez les élèves. La motivation des enseignants compte aussi beaucoup pour promouvoir la réforme scolaire. Ce chapitre

examine ce qui compte pour les enseignants et le meilleur moyen de les motiver. Les recherches renseignent sur la manière dont la motivation à la fois « intrinsèque » et « extrinsèque » peut favoriser les résultats professionnels liés par exemple aux performances, à la satisfaction et au bien-être. L'analyse souligne que de cette motivation dépend la réussite du travail des enseignants et de tout effort de modernisation de l'école. Le message central qui se dégage de l'étude est que les actions des enseignants doivent être « auto-motivées », c'est-à-dire qu'ils doivent adhérer et s'identifier aux valeurs et aux objectifs sur lesquels s'appuient les pratiques et les règlements scolaires.

S'il est vrai que le salaire est important, il est loin d'être le seul des aspects à prendre en considération. Les enseignants attachent beaucoup d'importance à la qualité de leurs relations avec les élèves et les collègues, au sentiment d'être soutenu par le chef d'établissement, à de bonnes conditions de travail, et à la possibilité d'enrichir leurs compétences. L'évaluation, qui permet à l'enseignant de s'améliorer, pourrait permettre à maints égards de reconnaître et de saluer le travail accompli ; elle aide aussi les enseignants et les établissements scolaires à repérer les actions de perfectionnement professionnel à engager en priorité.

Dans ce chapitre, quatre pistes sont étudiées en vue d'améliorer les résultats, la satisfaction et le bien-être des enseignants : i) favoriser la motivation intrinsèque des enseignants ; ii) développer l'auto-motivation chez les enseignants ; iii) bien doser les avantages extrinsèques, et iv) répondre aux besoins des enseignants pour qu'ils travaillent dans de bonnes conditions. Ces différentes actions supposent de rendre l'enseignement plus stimulant et plus varié, d'offrir des possibilités d'enrichissement professionnel, de prévoir des retours d'informations constructifs sur les résultats, de faire participer les enseignants à la prise de décision et de contribuer à forger un fort sentiment d'identification et de valeur professionnelle.

La profession enseignante pourrait également tirer parti d'une plus grande diversification, qui contribuerait à répondre aux besoins des écoles mais offrirait aussi plus de possibilités et de reconnaissance aux enseignants. Ces derniers ont besoin d'être appréciés et soutenus dans leur travail, et cet objectif serait plus facilement atteint si l'on donnait plus d'importance au pilotage des établissements. Par ailleurs, un personnel administratif et spécialisé qualifié peut contribuer à alléger le fardeau pesant sur les enseignants, des établissements scolaires mieux équipés pour la préparation et la gestion prévisionnelle du personnel seraient propices à la collégialité, et des conditions de travail plus souples, en particulier pour les enseignants chevronnés, permettraient d'éviter l'épuisement professionnel et de retenir des enseignants compétents dans les écoles.

AMÉLIORER L'APPRENTISSAGE GRÂCE À L'ÉVALUATION FORMATIVE

Résumé de

Ms J. Looney

Dans ce chapitre, on examinera la façon dont l'évaluation formative – qui désigne les évaluations interactives fréquentes des progrès et des acquis des élèves dans le but d'identifier les besoins d'apprentissage et d'ajuster l'enseignement en conséquence – peut permettre aux pays d'améliorer à la fois la qualité et l'équité des résultats du système éducatif. Entre 2002 et 2004, l'OCDE a étudié les mesures et méthodes appliquées dans des classes types d'établissements du premier cycle de l'enseignement secondaire de huit pays (l'Angleterre, l'Australie [le Queensland], le Canada [trois Provinces], le Danemark, l'Écosse, la Finlande, l'Italie et la Nouvelle-Zélande). L'ouvrage, intitulé « L'évaluation formative : pour un meilleur apprentissage dans les classes secondaires » (OCDE 2005), présente aussi une étude critique de la littérature en langue anglaise, française et allemande consacrée à l'évaluation formative.

Tous les pays qui ont participé aux études de cas ont fait considérablement avancer la pratique de l'évaluation formative. Ils sont motivés par des données quantitatives et qualitatives qui montrent que la pédagogie intégrant l'évaluation formative contribue à rehausser le niveau des élèves et aide les enseignants à mieux répondre aux besoins de populations d'élèves de plus en plus diversifiées, ce qui contribue à réduire les inégalités.

Si tous les pays ayant participé à cette étude ont adopté des mesures pour promouvoir une application plus large de l'évaluation formative, davantage peut être fait. Les pays qui utilisent tout un éventail de méthodes et qui consentent des investissements importants en faveur du changement et du renforcement des capacités peuvent considérablement approfondir les transformations opérées.

Il existe des *législations* soutenant la pratique de l'évaluation formative et en faisant une priorité. Des mesures sont prises pour encourager l'*exploitation des données sommatives à des fins formatives*. Des *lignes directrices* sur les pratiques d'enseignement et d'évaluation formative efficaces ont été intégrées dans les programmes nationaux et autres. On a également recours à la *diffusion d'outils et de modèles* pour favoriser une évaluation formative efficace. D'importants *investissements* sont entrepris dans des *initiatives spéciales et des programmes novateurs* intégrant des démarches formatives. On investit également dans la *formation des enseignants à l'évaluation formative*. Tous les pays devront renforcer l'éventail des politiques adoptées ainsi que leurs investissements s'ils veulent promouvoir un réel changement de l'enseignement et de l'évaluation dans l'ensemble des systèmes éducatifs.

Les pays devront également renforcer la cohérence entre le niveau général et le niveau particulier. Au niveau le plus élémentaire, les parties prenantes du secteur de l'éducation doivent veiller à la compatibilité et à la cohérence des stratégies adoptées.

A un niveau plus élaboré, il faut que les composantes de l'évaluation sommative et de l'évaluation formative se renforcent les unes les autres. Un recours plus fréquent à l'évaluation formative dans l'ensemble des systèmes peut aider les parties prenantes à surmonter les obstacles à sa diffusion dans les classes.

Enseignement supérieur : qualité, équité, efficience

Réunion des Ministres de l'éducation de l'OCDE

Athènes (Grèce),

27-28 juin 2006

Dans ce chapitre sont réunis quatre documents qui se rapportent à la réunion des Ministres de l'éducation de l'OCDE qui s'est tenue à Athènes les 27 et 28 juin 2006. Le premier est le résumé des débats de cette réunion effectué par la présidente. Il indique que les ministres ont convenu de la nécessité de dépasser la question de l'expansion de l'enseignement supérieur pour chercher aussi à le rendre meilleur. Des réformes s'imposent dans six domaines afin, respectivement, d'améliorer le financement, de renforcer l'équité, d'avoir une idée plus claire de ce que les étudiants apprennent, d'accroître la réactivité et la diversité, de soutenir la recherche et l'innovation et d'apporter une réponse efficace au phénomène croissant des migrations et de l'internationalisation.

Le deuxième document présente le discours prononcé par M. Angel Gurría, nouveau Secrétaire général de l'OCDE. Celui-ci a expliqué à la réunion que l'enseignement supérieur occupait désormais une place de premier plan dans le débat international. Cette évolution tient à l'émergence de nouveaux instruments d'action internationaux tels que le processus européen de Bologne, au fait que chercheurs et étudiants travaillent et étudient de plus en plus à l'extérieur de leur pays d'origine, et à l'intensification de la concurrence dont les compétences de haut niveau sont l'objet à l'échelle mondiale. M. Gurría a souligné qu'une réforme du financement s'imposait d'urgence, en particulier dans les pays où l'enseignement supérieur est financé sur fonds publics mais ne dispose pas de ressources suffisantes pour pouvoir supporter le coût de son expansion. Il a particulièrement insisté sur la nécessité de mieux mesurer les résultats de l'apprentissage dans ce secteur, en proposant la mise en oeuvre d'un programme « PISA pour l'enseignement supérieur » qui permettrait de passer en revue les compétences des étudiants.

Quant au troisième document, il expose les questions qui ont été recensées en vue de structurer les débats de la réunion. Il traite des facteurs qui influenceront sur l'avenir de l'enseignement supérieur, notamment la technologie, la mondialisation, l'évolution

démographique et la gouvernance. Il fait état des objectifs de l'enseignement supérieur et des conséquences susceptibles d'en découler en ce qui concerne la gouvernance, de la question de savoir qui doit financer l'enseignement supérieur, de la possibilité d'employer de meilleurs moyens pour mesurer la qualité dans l'enseignement supérieur, et de la façon dont la contribution de celui-ci à l'économie pourrait être améliorée.

Le dernier document présente une série d'indicateurs sous la forme de graphiques. Ceux-ci portent sur le contexte économique et social général; l'accès à l'éducation, la participation et la progression; les dépenses consacrées à l'enseignement supérieur; le rendement des études supérieures du point de vue économique et l'internationalisation.

© OECD 2006

La reproduction de ce Résumé est autorisée à condition que le copyright de l'OCDE et le titre de la publication originale soient mentionnés.

Les Résumés Multilingues sont des traductions d'extraits de publications de l'OCDE dont les versions originales sont publiées en anglais et français.

Les Résumés sont disponibles gratuitement sur le site de la librairie en ligne de l'OCDE : www.oecd.org/bookshop/

Pour obtenir des informations complémentaires, contactez l'Unité Droits et Traductions, Direction des relations extérieures et de la communication.

rights@oecd.org

Fax: +33 (0)1 45 24 99 30

OCDE/ Unité Droits et Traductions (PAC)
2 rue André -Pascal
75116 Paris
France

Visitez notre site: www.oecd.org/rights/

